



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 4 octobre 2017 — N° 278

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député des Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : *Souligner une initiative citoyenne.*
- Le député d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Félicitations au lauréat du prix Thérèse-Pagé, M. Pierre Tremblay.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jacques Brodeur.*
- La députée de Repentigny sur le sujet suivant : *Mois de l'histoire des femmes - Rose Dufour.*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jules Baribeau, père Sarrasin, fondateur du Festival de la galette de sarrasin.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *30^e anniversaire du Club Lions Sainte-Julie-de-Verchères.*
- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Souligner les 20 ans du Bois de l'Équerre et l'engagement des bénévoles.*
- Le député de Blainville sur le sujet suivant : *25^e anniversaire du Club Lions de Blainville.*
- Le député d'Abitibi-Est sur le sujet suivant : *Souligner les 40 ans de l'usine Uniboard à Val-d'Or.*
- La députée de Gatineau sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire de la bibliothèque J.R. L'Heureux de Maniwaki.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- DÉPÔTS**
- a) documents
 - b) rapports de commissions
 - c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion de la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie proposant l'adoption du projet de loi n° 99, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

 - 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

 - 3) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbying
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 4) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 5) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 6) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **19 septembre 2017**
- 7) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 8) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**
- 9) Projet de loi n° 107
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**

- 10) Projet de loi n° 119**
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**
- 11) Projet de loi n° 123**
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**
- 12) Projet de loi n° 128**
Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **13 avril 2017**
- 13) Projet de loi n° 134**
Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation
Présenté par la ministre de la Justice le **2 mai 2017**
- 14) Projet de loi n° 135**
Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **25 avril 2017**
- 15) Projet de loi n° 139**
Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse
Présenté par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie le **18 mai 2017**
- 16) Projet de loi n° 143**
Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par le ministre de la Famille le **16 juin 2017**

Étude détaillée en commission

17) Projet de loi n° 53

Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016

Principe adopté le **30 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

18) Projet de loi n° 108

Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016

Principe adopté le **24 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

19) Projet de loi n° 118

Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017

Principe adopté le **23 février 2017**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 20)** Projet de loi n° 130
Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 décembre 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 16 février 2017
Principe adopté le **22 février 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 21)** Projet de loi n° 144
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 9 juin 2017
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 19 septembre 2017
Principe adopté le **3 octobre 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Prise en considération de rapports de commissions

- 22)** Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par le ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016
Principe adopté le 15 novembre 2016
Rapport de la Commission des institutions déposé le **3 octobre 2017** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)
- 23)** Projet de loi n° 133
Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 27 avril 2017
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 19 septembre 2017
Principe adopté le 27 septembre 2017
Rapport de la Commission des institutions déposé le **3 octobre 2017**

Adoption

- 24)** Projet de loi n° 99
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 octobre 2016
Principe adopté le 19 octobre 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le 28 septembre 2017
Vote reporté le **3 octobre 2017**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 25)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 26)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 27)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 28)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

- 29) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 30) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 31) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 32) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 33) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 34) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 35) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 36) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**

- 38)** Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 39)** Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 40)** Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 41)** Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 42)** Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 43)** Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 44)** Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 45)** Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**

- 46)** Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 47)** Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 48)** Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 49)** Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 50)** Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 51)** Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 52)** Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 53)** Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**

- 54)** Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 55)** Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 56)** Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 57)** Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**
- 58)** Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 59)** Projet de loi n° 696
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**
- 60)** Projet de loi n° 697
Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice
Présenté par le député de Borduas le **11 mai 2017**

- 61)** Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec
Présenté par le député de Borduas le **23 mars 2017**
- 62)** Projet de loi n° 790
Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**
- 63)** Projet de loi n° 791
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses
Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**
- 64)** Projet de loi n° 792
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de Borduas le **15 mars 2017**
- 65)** Projet de loi n° 793
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent
Présenté par le député de Mercier le **23 mars 2017**
- 66)** Projet de loi n° 794
Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance
Présenté par la députée de Taillon le **4 avril 2017**
- 67)** Projet de loi n° 795
Loi proclamant le Mois de l'eau
Présenté par le député de Jonquière le **11 avril 2017**
- 68)** Projet de loi n° 796
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de faciliter le soutien aux proches
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 juin 2017**

- 69)** Projet de loi n° 797
Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu
Présenté par le député de Borduas le **30 mai 2017**
- 70)** Projet de loi n° 798
Loi visant à encadrer l'exploitation des établissements d'hébergement touristique de catégorie « résidences de tourisme » et à définir le rôle et les responsabilités des intermédiaires de location en ligne
Présenté par le député de Mercier le **26 avril 2017**
- 71)** Projet de loi n° 799
Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels dans le but de supprimer l'obligation d'être citoyen canadien pour être membre du conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel
Présenté par le député de Mercier le **10 mai 2017**
- 72)** Projet de loi n° 890
Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice
Présenté par le député de Borduas le **18 mai 2017**
- 73)** Projet de loi n° 892
Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin d'encadrer la diffusion des états financiers des organismes qui sont assujettis à cette loi
Présenté par le député de Granby le **14 juin 2017**
- 74)** Projet de loi n° 894
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin que le papillon amiral soit reconnu comme insecte emblématique du Québec
Présenté par le député de Saint-Jean le **15 juin 2017**
- 75)** Projet de loi n° 895
Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **17 mai 2017**

- 76)** Projet de loi n° 896
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **9 juin 2017**
- 77)** Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit à l'éducation
Présenté par le député de Chambly le **1^{er} juin 2017**
- 78)** Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique pour permettre aux parents d'inscrire leur enfant dans l'école de leur choix
Présenté par le député de Chambly le **15 juin 2017**
- 79)** Projet de loi n° 899
Loi visant à reconnaître l'autonomie des municipalités en matière d'aménagement du territoire et de protection des sources d'eau potable
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **7 juin 2017**
- 80)** Projet de loi n° 990
Loi interdisant la fracturation hydraulique et la stimulation chimique des puits sur tout le territoire du Québec
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **13 juin 2017**
- 81)** Projet de loi n° 991
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Rosemont le **14 juin 2017**
- 82)** Projet de loi n° 992
Loi modifiant la Loi sur l'administration publique et d'autres dispositions législatives afin qu'un sous-ministre ou un dirigeant d'organisme soit imputable de l'efficacité de son ministère ou organisme
Présenté par le député de La Peltrie le **28 septembre 2017**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 83)** Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 84)** Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 85)** Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 86)** Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond-Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 87)** Projet de loi n° 221
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 88)** Projet de loi n° 224
Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)
Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 89)** Projet de loi n° 225
Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy
Présenté par le député de Richelieu le **11 mai 2017**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 90)** 3 octobre 2017
Motion du député de Borduas :

QUE l'Assemblée nationale prenne acte que la Fédération des médecins spécialistes, l'Association des spécialistes en médecine d'urgence, l'Association des médecins psychiatres, l'Association médicale canadienne et l'Association médicale du Québec proposent de fixer à 21 ans l'âge légal pour l'achat de cannabis et de ses dérivés;

QU'elle rappelle l'importance de ne pas banaliser la consommation de cannabis et d'envoyer un message clair quant à ses risques sur la santé et sur le développement des jeunes;

QU'elle propose de fixer à 21 ans l'âge légal pour l'achat de cannabis et de ses dérivés.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition de l'Autorité des marchés financiers sur le chapitre 2 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Autorité des marchés financiers : activités de contrôle et Fonds d'indemnisation des services financiers ».
- Audition du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 3 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Réhabilitation des terrains contaminés ».
- Audition d'Investissement Québec en suivi de la recommandation 1.4 du 35^e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition de la Commission de la fonction publique en suivi de la recommandation 7.1 du 33^e rapport de la Commission de l'administration publique.

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES](#)

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 225**, Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy (mandat confié le 11 mai 2017).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 144**, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire (mandat confié le 3 octobre 2017).
- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 24 novembre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 135**, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (mandat confié le 19 septembre 2017).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 139**, Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (mandat confié le 19 septembre 2017).

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

Mandat d'initiative

- Audition du Directeur de l'état civil et du Curateur public à la suite de la consultation générale sur le rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé ».

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 134**, Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation (mandat confié le 28 septembre 2017).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).
- **Projet de loi n° 130**, Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux (mandat confié le 22 février 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.
- Étude du Rapport sur l'immunité de poursuites fondées sur les inconvénients de voisinage et le processus de traitement des plaintes, de la médiation et de l'arbitrage en matière de véhicules hors route (déféré le 26 septembre 2017).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- L'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 245) M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) – **29 mai 2017**
À la ministre responsable du Travail

Lors de l'étude des crédits qui s'est déroulée le 3 mai dernier à la Commission de l'économie et du travail - volet travail, j'ai adressé une question à la ministre responsable du Travail au sujet des détenus recevant une indemnité de remplacement du revenu de la Commission des normes, de l'équité, et de la sécurité du travail (ci-après la CNESST). Malheureusement, la ministre n'a pas été en mesure de me fournir une réponse complète et satisfaisante.

Lorsqu'un employé reçoit des indemnités de remplacement du revenu (ci-après IRR) en raison d'un accident de travail, l'employeur peut l'assigner temporairement à d'autres tâches, le tout en conformité avec l'article 170 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (ci-après LATMP). La question porte sur la situation particulière d'un travailleur se retrouvant incarcéré alors qu'il reçoit une indemnité de remplacement du revenu, mais pour lequel un employeur a prévu une assignation temporaire.

L'article 142 de la LATMP prévoit que le versement des IRR peut être suspendu si le travailleur, sans raison valable, omet ou refuse de faire un travail que son employeur lui assigne temporairement. Selon la Commission des lésions professionnelles, « l'incarcération ne peut être considérée comme motif valable que le travailleur peut invoquer ».

De plus, l'article 363 de la LATMP précise qu'à la suite d'une décision en révision, ou lorsque le Tribunal administratif du travail annule ou réduit le montant d'une IRR, les prestations déjà fournies à un bénéficiaire ne peuvent être recouvrées par la CNESST (sauf s'il s'agit de mauvaise foi de la part du bénéficiaire), et c'est ce qui a été effectivement décidé dans une situation semblable où le commissaire soulignait qu'« aucune disposition de la loi ne permet à la CSST de suspendre le versement des indemnités de remplacement du revenu rétroactivement à la date de la décision ».

Finalement, l'article 326 alinéa 1 de la LATMP prévoit que : « La Commission impute à l'employeur le coût des prestations dues en raison d'un accident du travail survenu à un travailleur alors qu'il était à son emploi ».

1. Pour les quinze dernières années et par année, combien de personnes par année se retrouvent incarcérées alors qu'elles reçoivent des indemnités de remplacement du revenu?
2. Pour les quinze dernières années et par année, combien de ces personnes incarcérées recevant des indemnités de remplacement du revenu se sont vues offrir par l'employeur une assignation temporaire en vertu de l'article 170 de la LATMP?
3. Pour les quinze dernières années et par année, quel est le montant des prestations ne pouvant être recouvré en vertu de l'article 363 LATMP, ventilé par motifs (annulation ou réduction d'une IRR)?
4. Pour les quinze dernières années, combien d'employeurs ont été imputés en vertu de l'article 326 alinéa 1 de la LATMP, alors qu'ils ont offert une assignation temporaire et qu'ils sont en mesure d'offrir un travail que leur employé est raisonnablement en mesure d'accomplir, mais pour lequel le travailleur ne peut se présenter, en raison de son incarcération?

248) M. Gaudreault (Jonquière) – **13 juin 2017**

À la ministre responsable du Travail

Un citoyen de Saguenay, monsieur Claude Truchon, est en démarches auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail, afin de faire reconnaître une maladie professionnelle liée à l'exposition à l'amiante lorsqu'il a effectué des travaux à l'hôpital de Chicoutimi. Depuis plusieurs semaines, le bureau de la ministre est sensibilisé à la situation vécue par monsieur Truchon. La situation vécue par monsieur Truchon a même été présentée dans un reportage de l'émission *Enquête* en mars dernier.

Ma question est la suivante:

Est-ce que la ministre compte agir promptement afin que monsieur Truchon puisse recevoir le soutien de la CNESST, tant monétaire que psychologique, tel que sa situation personnelle le requiert?

253) Mme Léger (Pointe-aux-Trembles) – **19 septembre 2017**

Au président du Conseil du trésor

J'aimerais obtenir le détail complet de l'utilisation du fonds de suppléance 2016-2017 (tant pour les 654 822 900 \$ en budget de dépenses que pour les 700 000 000 \$ en budget d'investissements) en date du 31 mars 2017.

254) M. Turcotte (Saint-Jean) – **19 septembre 2017**

Au ministre de la Santé et des Services sociaux

- Pourquoi le ministre n'a-t-il toujours pas autorisé la construction des nouveaux laboratoires à l'Hôpital du Haut-Richelieu?
- À combien estime-t-il les pertes financières de sa décision de reporter la construction de nouveaux laboratoires à l'Hôpital du Haut-Richelieu?

255) M. LeBel (Rimouski) – **27 septembre 2017**

À la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation

En 2030, dans 13 ans, un quart des Québécois auront 65 ans et plus.

Cette réalité a des impacts sur le travail, le logement, les municipalités et le système de santé.

Le gouvernement a récemment annoncé une consultation en ligne pour discuter de sa politique sur les aînés. Notre pétition sur les États généraux a généré une énorme mobilisation dans la population. Plus de 15 000 citoyens ont signé cette pétition afin que le Québec se prépare correctement à faire face à ce défi.

- À l'instar de l'ex-ministre Marguerite Blais, il y a dix ans, et compte tenu de l'enjeu pour les aînés et la société en générale, la ministre va-t-elle se limiter à une consultation en ligne ou va-t-elle convoquer les aînés et la société civile à des États généraux ou une consultation publique du même type pour établir un véritable plan d'action pour préparer le Québec au vieillissement de sa population et assurer des conditions de vie dignes pour les aînés?

256) M. Lemay (Masson) – **28 septembre 2017**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

L'intérêt pour les projets de compensation du carbone n'est que grandissant depuis les dernières années, et ce, pour divers secteurs d'activités. À ce propos, la gestion des forêts québécoises, d'une perspective de développement durable, englobe la réflexion sur une gestion durable du carbone forestier.

Or, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques devait soumettre pour consultation publique, en 2015, un protocole portant sur le boisement et sur le reboisement, qui serait applicable sur le territoire forestier privé du Québec. Un tel protocole s'inscrivant au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre du Québec n'a pourtant pas été publié depuis. À cet égard, le ministre peut-il nous informer de l'avancement des travaux portant sur le protocole de boisement et de reboisement? Peut-il nous indiquer l'échéancier pour la livraison de ce protocole?

257) M. LeBel (Rimouski) – **28 septembre 2017**
Au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Le gouvernement a mis en place un comité interministériel, présidé par la Société d'habitation du Québec afin de documenter les problématiques générées par la mûre pleureuse, un champignon dont les spores sont volatiles et toxiques pour l'humain, communément appelé le cancer des maisons. Le 30 juin dernier, ce comité a déposé des recommandations au ministre afin qu'il puisse en prendre connaissance.

Ma question est la suivante :

- Considérant l'augmentation du nombre de cas déclarés dans plusieurs régions du Québec, et de l'urgence d'agir, est-ce que le ministre rendra publiques les recommandations du comité dans un délai respectable?

258) M. LeBel (Rimouski) – **4 octobre 2017**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Les producteurs agricoles du Bas-Saint-Laurent ont été victimes d'une catastrophe naturelle engendrée par l'importante sécheresse de la dernière période estivale. En effet, les très faibles précipitations ont causé des pertes financières considérables et exceptionnelles pour de nombreux producteurs de notre région. Dans ce contexte, plusieurs entreprises ont dû creuser de nouveaux puits et transporter d'importantes quantités d'eau afin d'approvisionner leurs troupeaux. De plus, les résultats des récoltes fourragères et céréalières sont faméliques. L'analyse des montants totaux des pertes pour chacune des entreprises touchées par ce sinistre n'est pas complétée, mais il est connu qu'actuellement plusieurs d'entre elles ont déjà comptabilisé des pertes de plus de 30 000 \$.

Ma question est la suivante:

Est-ce que le ministre entend intervenir pour compenser financièrement les agriculteurs du Bas-Saint-Laurent et est-il intervenu auprès du gouvernement fédéral pour que celui-ci autorise l'application du programme Agri-relance?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

a) 3 octobre 2017

Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de modifier la procédure de fixation et de révision du salaire minimum – *député de Gouin*.

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières – *ministre des Finances*.

bb) Loi encadrant l'approvisionnement en médicaments génériques par les pharmaciens propriétaires et modifiant diverses dispositions législatives – *ministre de la Santé et des Services sociaux*.